

## « Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise »

Par le biais de cette rubrique « Photo mensuelle de l'économie luxembourgeoise », la Chambre de Commerce souhaite familiariser les lecteurs du Merkur à l'évolution des indicateurs macro- et microéconomiques, tout en mettant en évidence le point de vue de ses ressortissants.

La première partie de cette rubrique est consacrée aux principaux indicateurs macroéconomiques et aux prévisions qui s'y rattachent. L'évolution d'indicateurs conjoncturels, sur base mensuelle ou trimestrielle selon la disponibilité des données, est ensuite illustrée graphiquement dans une seconde partie. La troisième et dernière partie donne la parole à un chef d'entreprise qui présente son point de vue concernant l'environnement macroéconomique, en général, et son secteur d'activité, en particulier.

### 1) Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques

Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014 (p)	2015 (p)
<b>Croissance du PIB à prix constants</b> (% de croissance en volume et montants absolus en millions EUR) (1)	3,1%	1,9%	-0,2%	2,1%	2,9%	3,3%
	32,72	33,35	33,29	34,00	34,99	36,14
<b>Taux de chômage</b>	5,8%	5,7%	6,1%	6,9%	7,3%	7,3%
<b>Emploi total intérieur</b> (variation annuelle en %)	1,8%	2,9%	2,5%	1,7%	2,1%	2,3%
<b>IPCN</b> (variation annuelle en %)	2,3%	3,4%	2,7%	1,7%	1,0%	2,2%
<b>Capacité / besoin de financement</b> (administration publique, % du PIB)	-0,8%	0,1%	-0,6%	0,1%	0,2%	-0,7%

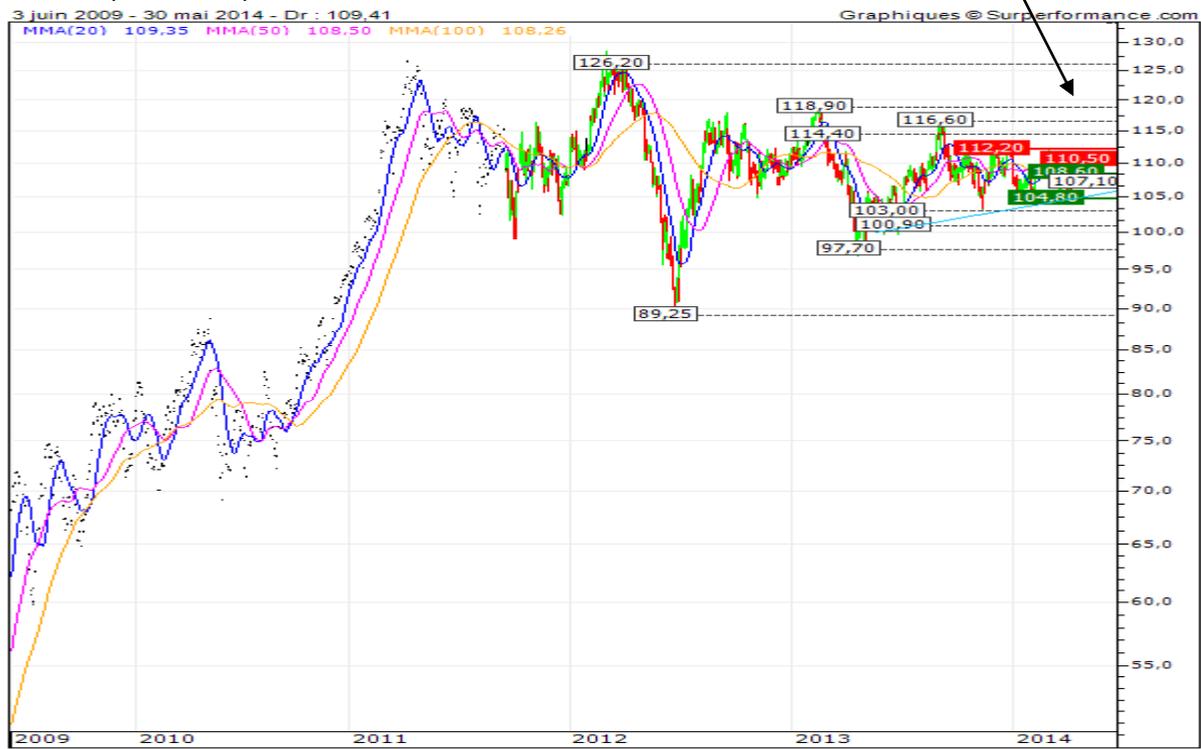
Sources : STATEC, Note de conjoncture n°01/2014 / Calculs Chambre de Commerce.

Remarque : (1) Le PIB à prix constants, réel ou en volume est la valeur du PIB en tenant compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services. C'est la valeur utilisée lorsque l'on mesure la croissance du PIB. En effet, on ne peut pas savoir uniquement en observant le PIB nominal (en valeur) si la hausse de l'indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

## 2) Repères conjoncturels pour l'économie luxembourgeoise

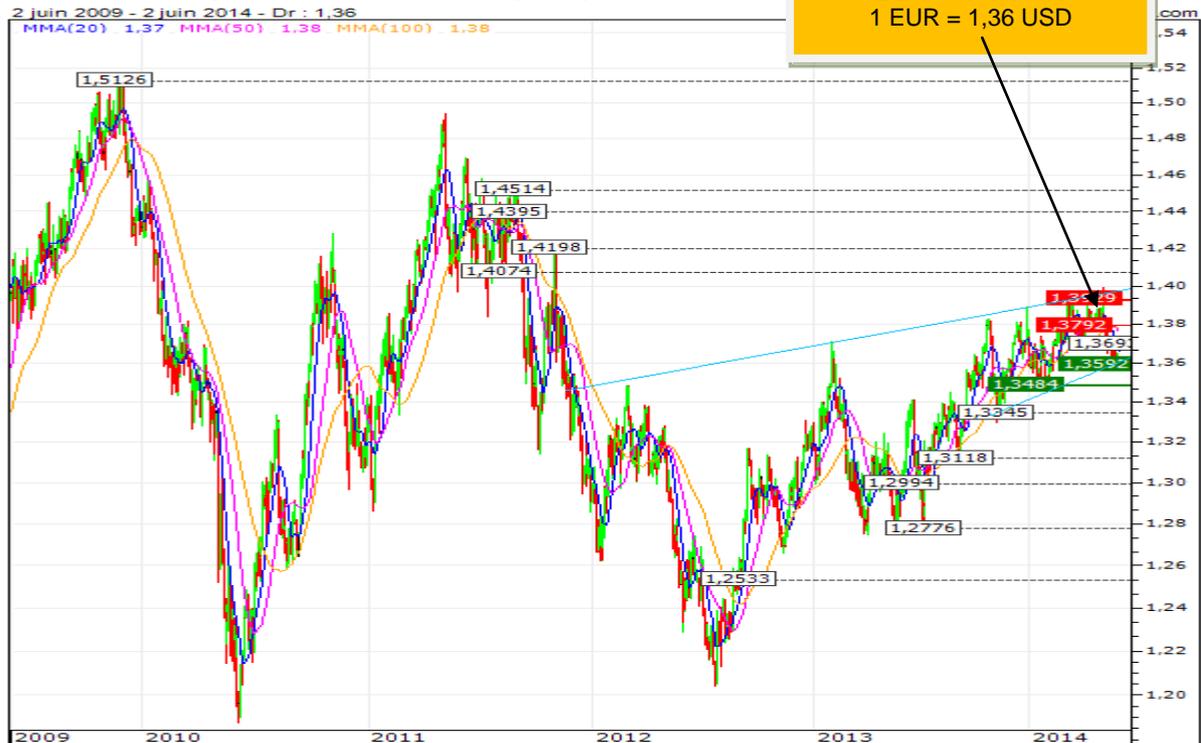
Cours de clôture du baril de Brent le 30 mai 2014 :  
109,4 USD

### Evolution du cours du baril de Brent à Londres En USD (US Dollar)



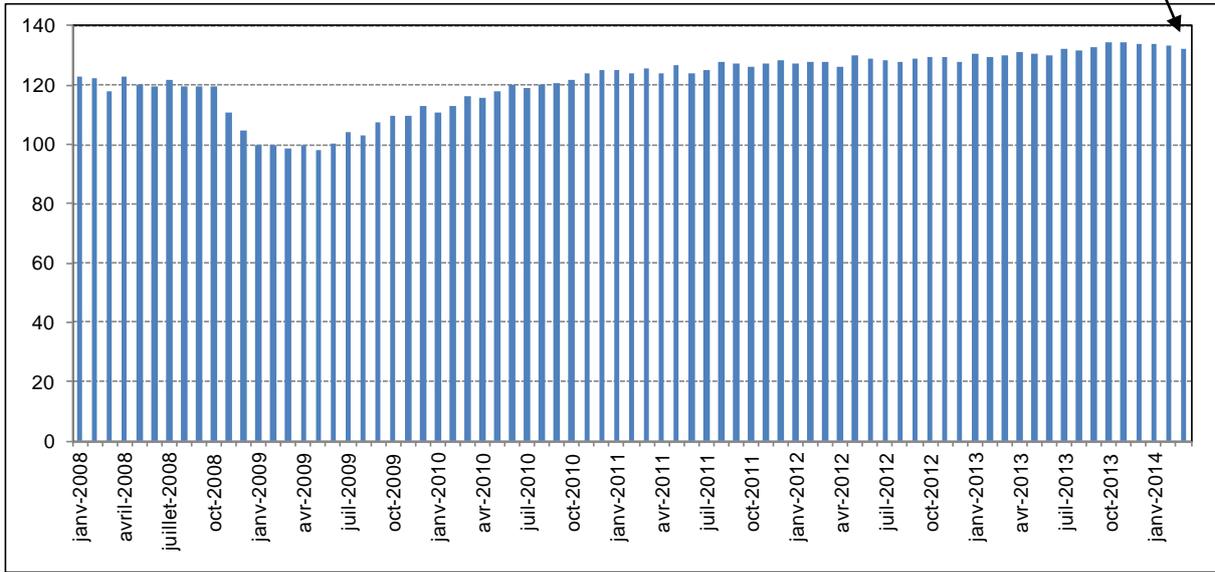
### Evolution de la parité EUR/US Dollar (USD)

Parité EUR/USD le 30 mai  
2014 à la clôture :  
1 EUR = 1,36 USD



**Evolution mensuelle du commerce mondial**  
*Volume du commerce mondial, 2005 = 100*

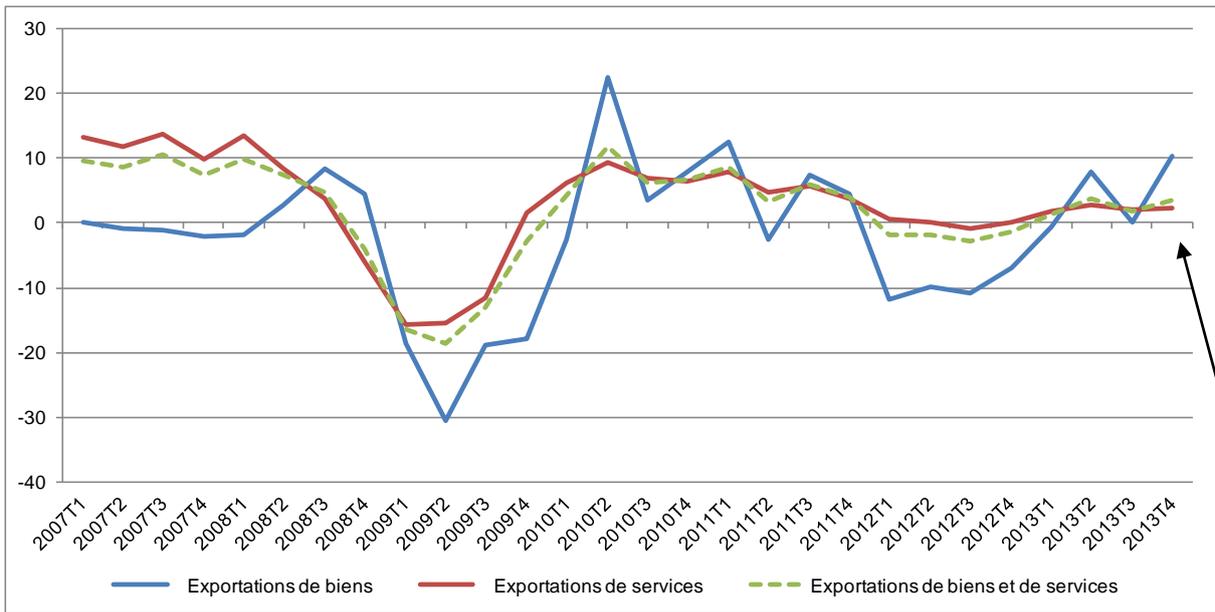
Indice du commerce mondial en mars 2014 : 132,5



Source : Centraal Planbureau (Pays-Bas)

**Evolution trimestrielle des exportations de biens et de services**

*Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente (en % de variation)*



Source : STATEC

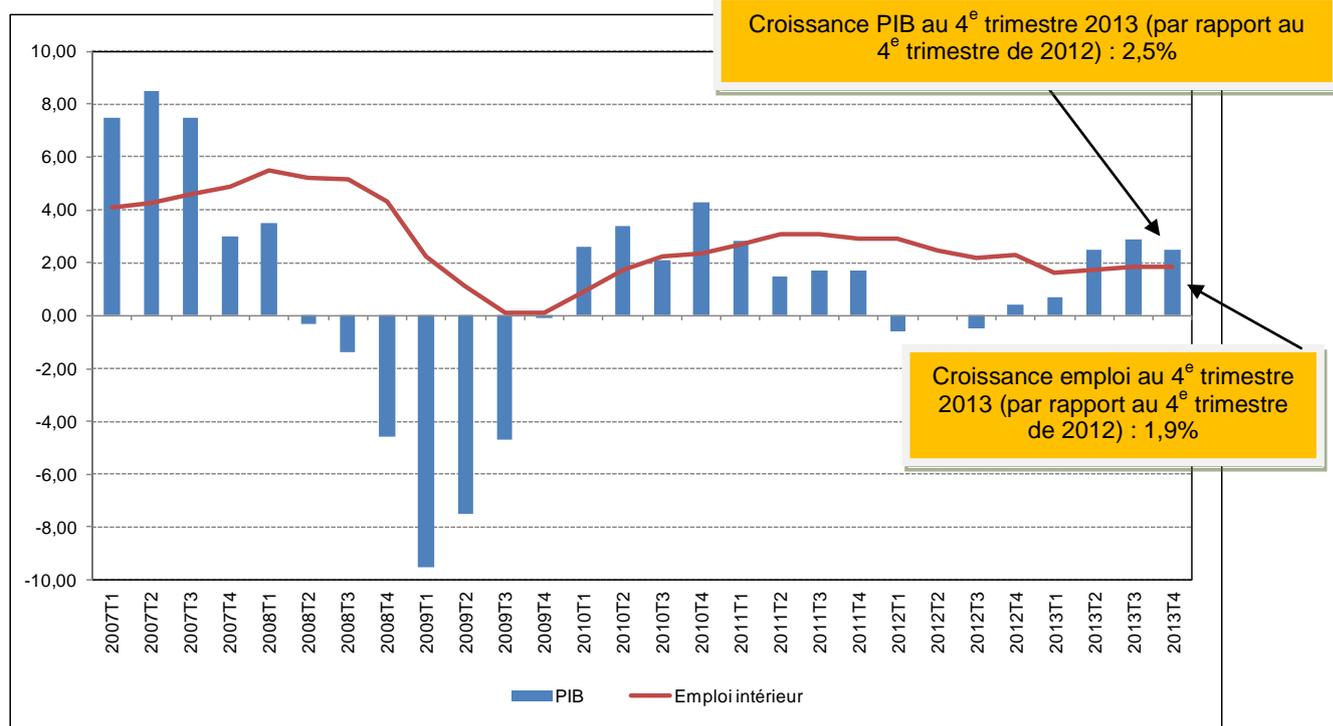
Exportations de biens au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre de 2012) : 10,4%

Exportations de services au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre de 2012) : 2,2%

Exportations de biens et services au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre de 2012) : 3,6%

## Evolution trimestrielle du PIB et de l'emploi intérieur

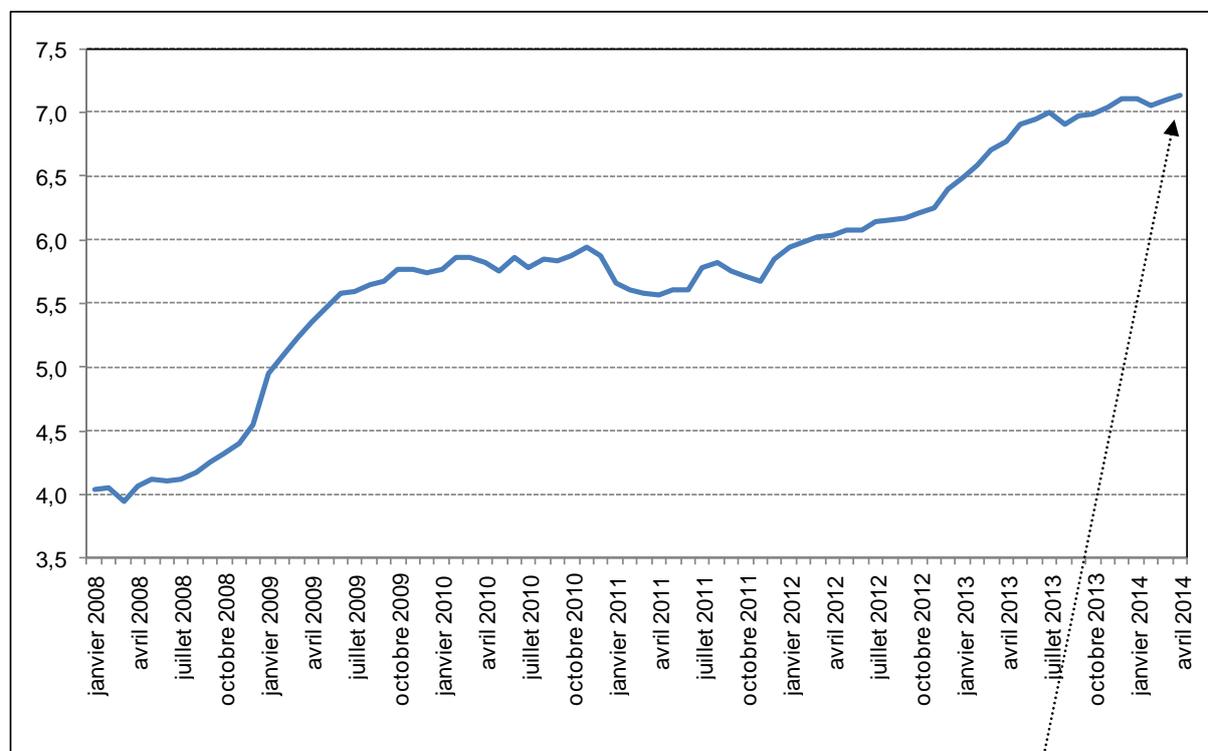
Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente (en % de variation)



Source : STATEC

## Evolution mensuelle du taux de chômage (au sens strict désaisonnalisé)

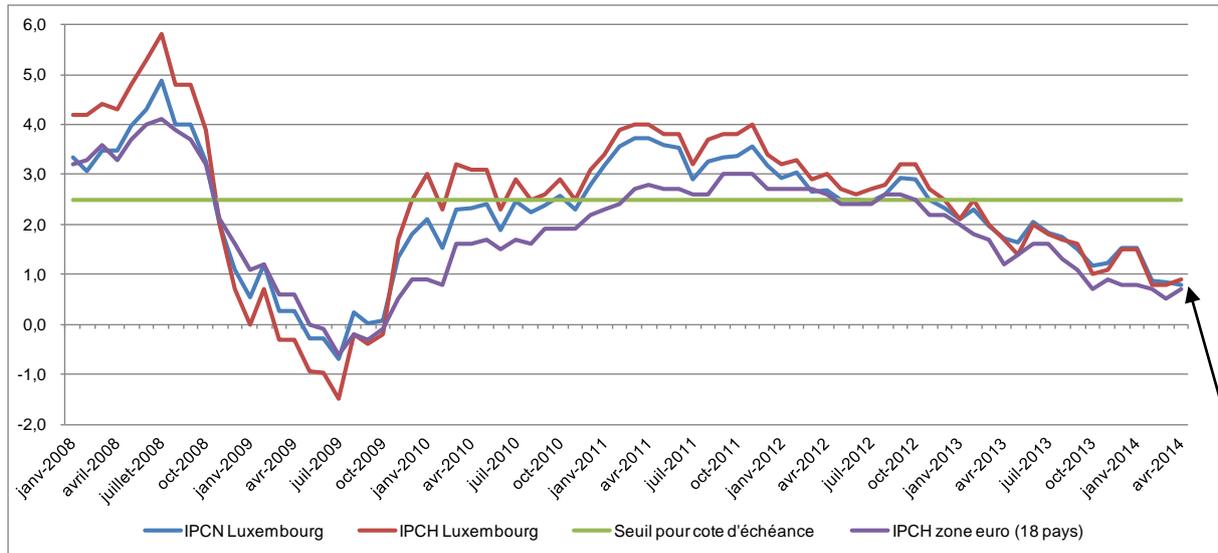
En %



Source : STATEC

Taux de chômage en avril 2014 : 7,1%

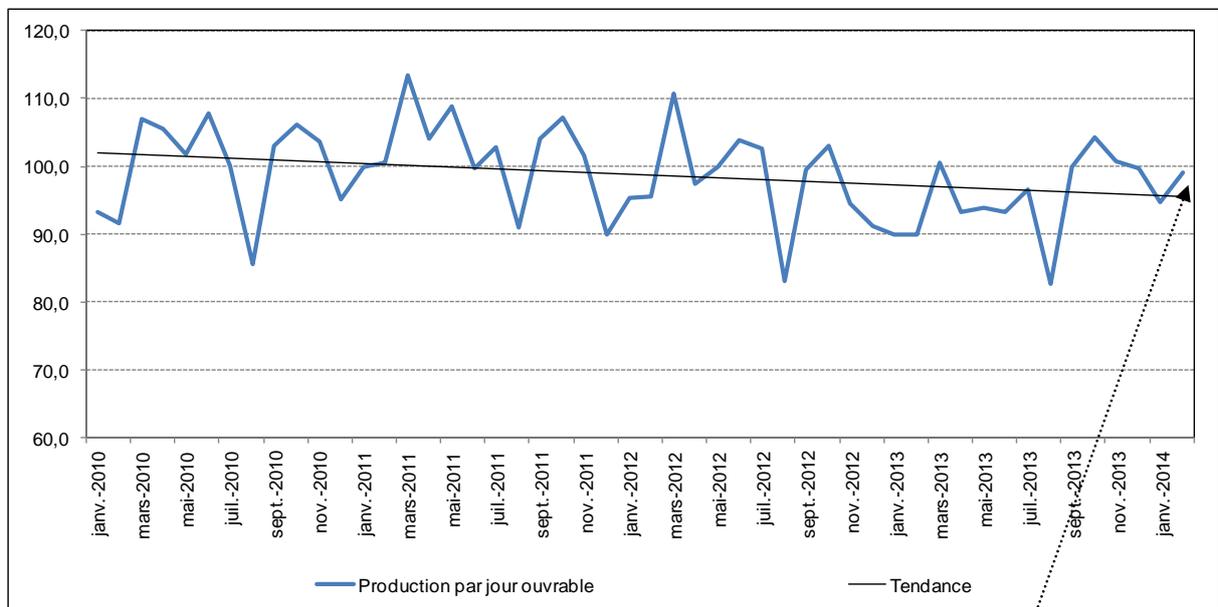
**Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation national (IPC�) et de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**  
*Variation par rapport au même mois de l'année précédente (en % de variation)*



Sources : STATEC, Eurostat

IPC� du Luxembourg en avril 2014 : 0,8%  
 IPCH du Luxembourg en avril 2014 : 0,9%  
 IPCH de la zone euro (18 pays) en avril 2014 : 0,7%

**Evolution mensuelle de la production industrielle par jour ouvrable**  
*Ensemble de l'industrie ; indices ayant une base 100 en 2010*



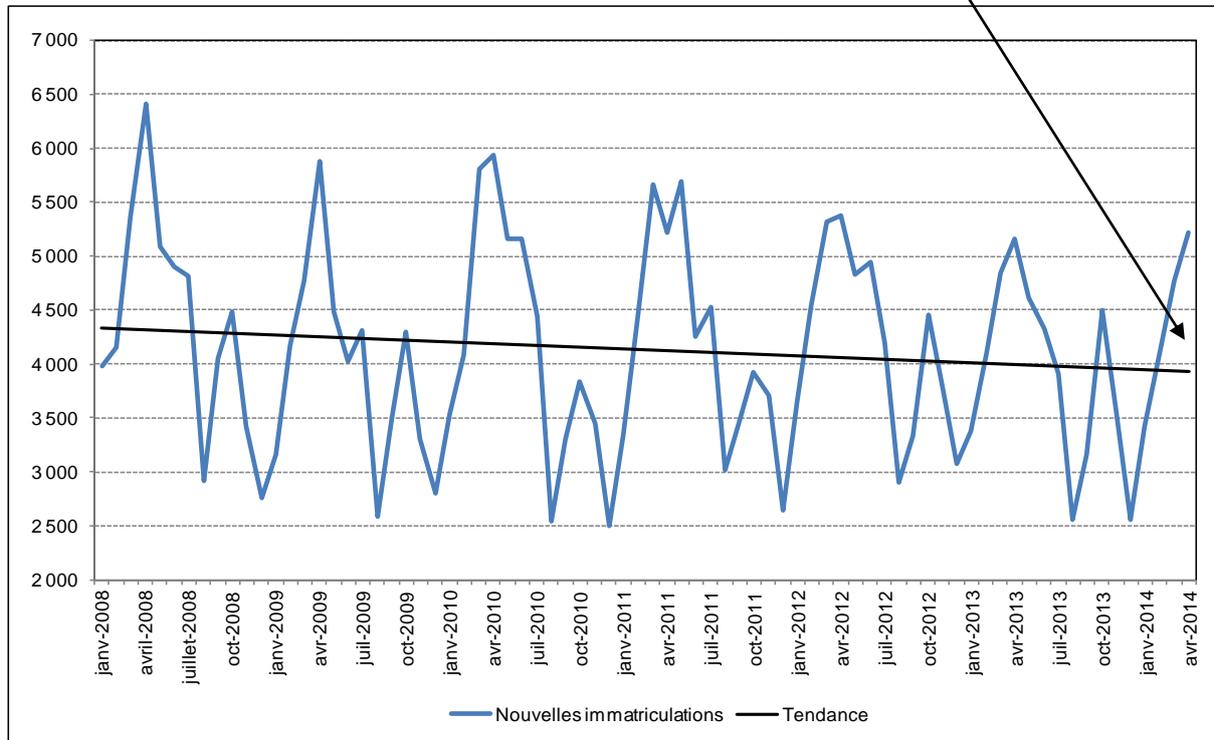
Source : STATEC

Indice de production par jour ouvrable en février 2014 : 99,0

## Evolution mensuelle des nouvelles immatriculations de voitures particulières et à usage mixte neuves

En chiffres absolus

Nouvelles immatriculations en avril 2014 : 5.220

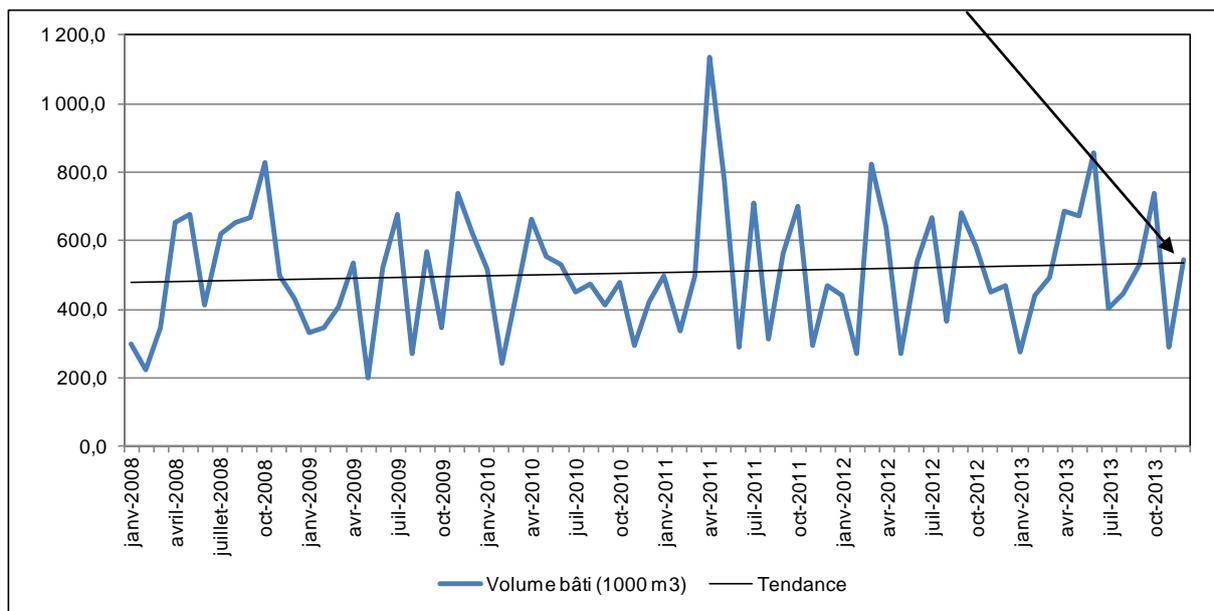


Source : STATEC

## Evolution mensuelle des autorisations de bâtir

Volume bâti en 1.000 m<sup>3</sup>

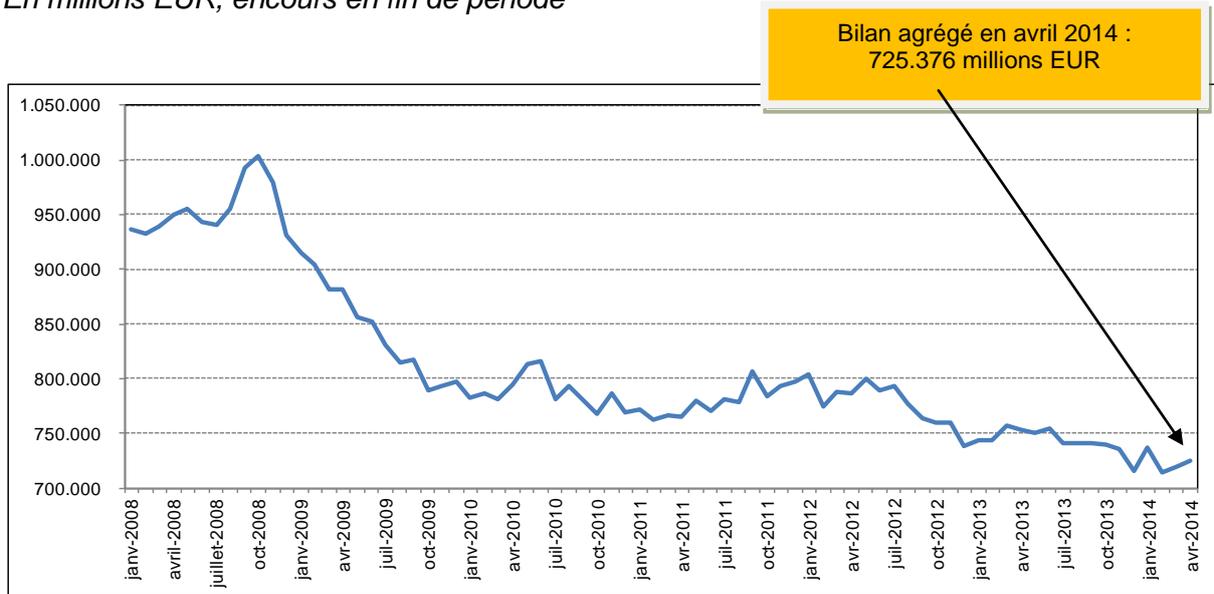
Volume bâti en décembre 2013 : 545.800 m<sup>3</sup>



Source : STATEC

## Evolution mensuelle de la somme bilantaire des établissements de crédit

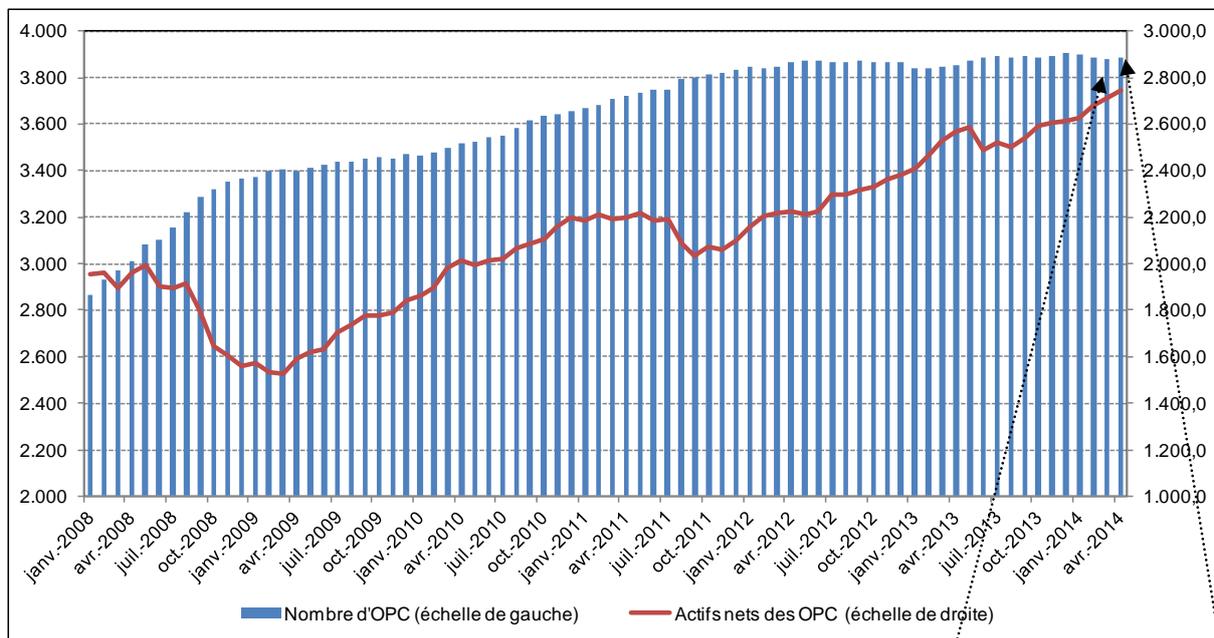
En millions EUR, encours en fin de période



Source : Banque Centrale du Luxembourg

## Evolution mensuelle du nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de leurs actifs nets

Nombre d'OPC et actifs nets en milliards EUR



Source : CSSF

Nombre d'OPC en avril 2014 : 3.898

Actifs nets des OPC en avril 2014 : 2.742,2 milliards EUR

### 3) « Parole à un chef d'entreprise » : Marc Wagener xxx

#### Focus sur l'appréciation personnelle du chef d'entreprise

Pour chacun des indicateurs, Monsieur Marc Wagener a précisé, sur une échelle allant de 1 (situation totalement insatisfaisante) à 5 (situation excellente), sa perception des performances actuelles des différents indicateurs sous revue ainsi que ses perspectives en termes d'évolution de la situation conjoncturelle.

Indicateurs	Situation actuelle	Prévisions
Croissance du PIB	2	3
Taux de chômage	3	2
Emploi total intérieur	3	3
Inflation	4	4

#### Focus sur le secteur du commerce frontalier

Le commerce frontalier joue un rôle fondamental dans l'économie luxembourgeoise. D'une part, il est une source importante d'emplois avec plus de 5.000 personnes travaillant dans ce secteur. D'autre part, le commerce frontalier est la 2<sup>e</sup> plus importante source de recettes pour l'Etat central, et ce juste après le secteur financier. En 2013, les recettes issues de ce secteur ont représenté 16% de l'ensemble des recettes de l'Etat central, soit environ 1,8 milliards EUR. L'empreinte de ce secteur au Luxembourg est donc indéniable.

Actuellement, de fortes inquiétudes persistent en raison de la baisse des volumes de vente.

Les ventes de cigarettes par exemple ont chuté de 5% cette année, et ce par rapport à une année précédente déjà morose. Rien qu'au niveau de la frontière avec l'Allemagne, cette baisse est encore beaucoup plus importante et s'explique principalement par la perte de compétitivité du Luxembourg en termes de différentiels de prix. Les tendances sont similaires en ce qui concerne les ventes de carburants et de café. Le commerce frontalier avec l'Allemagne se réduit donc fortement, ce qui est particulièrement inquiétant quand on sait que les activités avec l'Allemagne représentent presque la moitié du commerce frontalier.

Le commerce local connaît également des problèmes de compétitivité dans les produits non accisés puisque même avec une T.V.A. actuellement en faveur du Luxembourg, les produits restent moins chers en Allemagne qu'au Luxembourg. Cet état de fait provient de conditions d'achats qui diffèrent, le Luxembourg, contraint et forcé, « privilégiant » la Belgique comme source d'achats.

Pour l'Etat, il s'agit également d'une mauvaise nouvelle puisque ses recettes se voient impactées et l'effet se fera ressentir sur les finances publiques.

Par conséquent, il est important de garder un différentiel de prix en faveur du Luxembourg (c'est-à-dire des prix moins élevés sur le territoire grand-ducal), et pas seulement pour un seul produit, mais pour un large panier de biens.

Or, la hausse de la TVA prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et la directive européenne sur le tabac, qui grèvera à nouveau l'attractivité des points de ventes et des paquets, n'iront pas dans ce sens et risquent de plomber encore un peu plus les activités déjà pénalisées par l'interdiction du libre-service pour les produits du tabac.

**4) Appréciation de la situation conjoncturelle par Carlo Thelen, Chief Economist et Directeur Général de la Chambre de Commerce**

Enfin une reprise durable ? Telle est la question qui nous taraude à la vue des récentes prévisions économiques, établies notamment par le STATEC.

Avec une hausse prévue du **PIB réel** de 2,9% en 2014 et 3,3% en 2015<sup>[1]</sup>, le Luxembourg atteint des taux de croissance économique qu'il n'avait plus connu depuis le début de la crise, si, bien sûr, ils se matérialisent. Dans une moindre mesure, la zone euro devrait également connaître une croissance plus vigoureuse puisque une hausse du PIB en volume de 1,3% en 2014 et de 1,7 en 2015 est prévue.

*L'industrie* luxembourgeoise confirme sa reprise entamée mi-2013, selon les enquêtes de conjoncture. De plus, la productivité se redresse début 2014. Le secteur de la *construction* est également entré dans une phase de reprise au 2<sup>e</sup> trimestre 2013 et les indicateurs pour 2014 montrent que celle-ci gagne en vigueur. Les principales activités de *services non financiers* montrent une évolution relativement satisfaisante, avec une progression de la valeur ajoutée qui tend à s'accélérer. Quant au *secteur financier*, il ne devrait connaître une hausse de son activité qu'à partir de 2015.

Nous pouvons nous réjouir de ces nouvelles positives mais ne soyons pas euphoriques.

En effet, s'agissant du **marché de l'emploi**, la baisse du taux de chômage n'est pas attendue avant 2016. Quant à la croissance future de l'emploi, elle devrait se stabiliser dans une fourchette comprise entre 2 et 2,5%. Un grand changement par rapport aux tendances observées récemment, la majorité des nouveaux emplois serait localisée dans les branches marchandes (autres que le secteur financier).

En ce qui concerne **l'évolution des prix**, le relèvement de la TVA en 2015 aura un impact non négligeable sur l'inflation, qui atteindrait 2,2% en 2015, contre 1% en 2014.

Enfin, les **finances publiques** seront fortement impactées par la chute des recettes de la TVA liée au commerce électronique, ce qui engendrerait un solde légèrement positif en 2014 mais à nouveau négatif en 2015. La reprise conjoncturelle pourrait toutefois contribuer à améliorer le solde à moyen terme.

Le Luxembourg va donc mieux mais il ne sera guéri que quand les réformes structurelles, maintes fois sollicitées, seront enfin implémentées.

---

<sup>[1]</sup> STATEC, Note de conjoncture 01/2014.